



**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDCAR/2017-871

02/11/2017

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 4

Objet : Appel à candidatures : 3 postes de consultant(e) juridique au service des affaires juridiques (SAJ) et 1 poste d'adjoint(e) à la DGPE.

Service des affaires juridiques / Sous-direction du droit de l'administration, de la concurrence et des procédures juridiques de l'union européenne :

Bureau du droit de l'administration :

1 poste de consultant(e) juridique (catégorie A).
Poste n°62441 – Poste vacant au 1^{er} janvier 2018.

Date limite de candidature : 17 novembre 2017.

Bureau du droit financier, des contrats publics et de la concurrence :

1 poste de consultant(e) juridique (catégorie A).
Poste n°62440 – Poste vacant au 1^{er} décembre 2017.

Date limite de candidature : 17 novembre 2017.

Service des affaires juridiques / Sous-direction du droit des produits, des politiques sectorielles et des exploitations :

Bureau du droit des exploitations et de l'aménagement rural :

1 poste de consultant(e) juridique (catégorie A).
Poste n°62439 – Poste vacant au 1^{er} décembre 2017.

Date limite de candidature : 17 novembre 2017.

**Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises /
Sous-direction gouvernance et pilotage (DGPE) :**

1 poste d'adjoint(e) au sous-directeur gouvernance et pilotage (catégorie A).
Poste n°62424 – Poste vacant.

Date limite de candidature : 30 novembre 2017.

La sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Noémie LE QUELLENEC

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Secrétariat Général - Service des Affaires Juridiques

Sous-direction du droit de l'administration, de la concurrence et des procédures juridiques de l'Union européenne

Bureau du droit de l'administration
 3, rue Barbet de Jouy - 75349 Paris SP 07

Consultant(e) juridique

N° du poste : 62441		
Catégorie : A		
Classement parcours professionnel postes catégorie A : 2		Groupe RIFSEEP : G4
Poste vacant au 1er janvier 2018		
Présentation de l'environnement professionnel	<p>Le service des affaires juridiques exerce une fonction de conception, de conseil, d'expertise et d'assistance juridique auprès du cabinet du ministre, de l'administration centrale du ministère, des services déconcentrés et des établissements publics sous tutelle du ministère.</p> <p>Au sein de la sous-direction du droit de l'administration, de la concurrence et des procédures juridiques de l'Union, le bureau du droit de l'administration a en charge les projets de textes, contentieux et demandes d'avis sur les questions suivantes : agents publics, droit du travail et de la protection sociale en agriculture, enseignement agricole, formation et recherche, organisation des services centraux et déconcentrés, gouvernance des opérateurs publics sous tutelle du ministère.</p>	
Objectifs du poste	<p>Contribuer au sein d'une équipe de juristes à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'amélioration de la qualité de la réglementation issue du Ministère ; - la mise à disposition du Ministre, des responsables des directions d'administration centrale et des services déconcentrés du ministère, des informations et analyses juridiques utiles à la prise de décision ; - la défense de l'État devant les juridictions administratives. 	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Dans le domaine de compétences du bureau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rédiger des notes d'analyse juridique aux directions centrales et déconcentrées et aux établissements sous tutelle, et des mémoires contentieux - participer à la préparation, à l'expertise et à la procédure d'adoption des textes législatifs et réglementaires - participer à la veille juridique - représenter le service et le ministère notamment en réunions interservices et interministérielles (Conseil d'État, SGG, etc). 	
Champ relationnel du poste	<p>Les trois directions générales du ministère, les autres directions et services du secrétariat général ;</p> <p>Les établissements publics intervenant dans le champ d'activité du bureau, en particulier les établissements publics d'enseignement ;</p> <p>Les services déconcentrés ;</p> <p>Le SGG et le Conseil d'Etat.</p>	
Compétences liées au poste	Savoirs	Savoir-faire
	<ul style="list-style-type: none"> - Très bonnes connaissances en droit public. - Des connaissances en droit social ou une première expérience réussie dans l'un des domaines de la compétence du bureau seraient appréciées. 	<ul style="list-style-type: none"> - savoir rédiger - avoir une bonne capacité de travail en autonomie - avoir une bonne capacité d'écoute et de compréhension des contraintes techniques et administratives.
Personnes à contacter	<p>Madame Annick BIOLLEY-COORNAERT, sous-directrice du droit de l'administration, de la concurrence et des procédures juridiques communautaires (01.49.55.47.52) – annick.biolley-coornaert@agriculture.gouv.fr</p> <p>Sylvain MERENNE, adjoint à la sous-directrice (01 49 55 60 82) sylvain.merenne@agriculture.gouv.fr</p>	

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Pêche
Service des affaires juridiques
Sous-direction du droit de l'administration, de la concurrence et des procédures juridiques de
l'Union européenne
Bureau du droit financier, des contrats publics et de la concurrence
3, rue Barbet de Jouy - 75349 Paris SP 07

Consultant(e) juridique

N° du poste : 62440					
Catégorie : A					
Classement parcours professionnel postes catégorie A : 2	Groupe RIFSEEP : G4				
Poste vacant au 1^{er} décembre 2017					
Présentation de l'environnement professionnel	Le service des affaires juridiques exerce une fonction de conception, de conseil, d'expertise et d'assistance juridique auprès du cabinet du ministre, de l'administration centrale, des services déconcentrés et des établissements publics sous tutelle. Au sein de la sous-direction du droit de l'administration, de la concurrence et des procédures juridiques de l'Union, le bureau du droit financier, des contrats publics et de la concurrence traite les questions juridiques liées notamment à la mise en œuvre du droit des marchés publics, du droit public économique, du droit de la concurrence et des aides d'Etat, et des finances publiques.				
Objectifs du poste	Contribuer au sein d'une équipe de juristes à : - l'amélioration de la qualité de la réglementation issue du Ministère ; - la mise à disposition du Ministre et des responsables des directions d'administration centrale et des services déconcentrés du ministère, des informations et analyses juridiques utiles à la prise de décision ; - la défense de l'Etat devant les tribunaux.				
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Dans le domaine de compétences du bureau : - rédiger des notes d'analyse juridique aux directions centrales et déconcentrées et aux établissements sous tutelle ; - participer à la préparation, à l'expertise et à la procédure d'adoption des textes législatifs et réglementaires ; - représenter le service et le ministère notamment en réunions interservices et interministérielles (Conseil d'Etat, SGG, SGAE, etc) - rédiger des mémoires contentieux.				
Champ relationnel du poste	- Toutes les directions du ministère et cabinet ; - Ministères intervenant dans le domaine d'activité du bureau (notamment ministère chargé de l'économie) ; - Services chargés de la coordination de l'action gouvernementale (SGG, SGAE) et Conseil d'Etat ; - services déconcentrés.				
Compétences liées au poste	<table style="width: 100%; border: none;"> <thead> <tr> <th style="text-align: center; border: none;">Savoirs</th> <th style="text-align: center; border: none;">Savoir-faire</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="border: none;">Très bonne maîtrise du droit administratif Connaissance des techniques contentieuses. Des connaissances en droit public économique, finances publiques et droit de l'Union européenne seraient appréciées.</td> <td style="border: none;">- Savoir rédiger ; - Avoir une bonne capacité de travail en autonomie ; - Avoir une bonne capacité d'écoute et de compréhension des contraintes techniques et administratives</td> </tr> </tbody> </table>	Savoirs	Savoir-faire	Très bonne maîtrise du droit administratif Connaissance des techniques contentieuses. Des connaissances en droit public économique, finances publiques et droit de l'Union européenne seraient appréciées.	- Savoir rédiger ; - Avoir une bonne capacité de travail en autonomie ; - Avoir une bonne capacité d'écoute et de compréhension des contraintes techniques et administratives
Savoirs	Savoir-faire				
Très bonne maîtrise du droit administratif Connaissance des techniques contentieuses. Des connaissances en droit public économique, finances publiques et droit de l'Union européenne seraient appréciées.	- Savoir rédiger ; - Avoir une bonne capacité de travail en autonomie ; - Avoir une bonne capacité d'écoute et de compréhension des contraintes techniques et administratives				
Personnes à contacter	Madame Annick BIOLLEY-COORNAERT, sous-directrice (01 49 55 47 52) annick.biolley-coornaert@agriculture.gouv.fr Monsieur Boris BOUVILLE, chef du bureau du droit financier, des contrats publics et de la concurrence (01 49 55 83 85) boris.bouville@agriculture.gouv.fr				

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation,
Secrétariat général
Service des affaires juridiques
Sous-direction du droit des produits, des politiques sectorielles et des exploitations
Bureau du droit des exploitations et de l'aménagement rural
 3, rue Barbet de Jouy 75349 PARIS SP 07

Consultant(e) Juridique

N° du poste : 62439		
Catégorie : A		
Classement parcours professionnel postes catégorie A : 2	Groupe RIFSEEP : G 4	
Poste vacant au 1^{er} décembre 2017		
Présentation de l'environnement professionnel	Le service des affaires juridiques exerce une fonction de conception, de conseil, d'expertise et d'assistance juridique auprès du cabinet du ministre, de l'administration centrale, des services déconcentrés et des établissements publics. Dans ce cadre, le bureau du droit des exploitations et de l'aménagement rural est principalement en charge des questions liées à l'exploitation agricole (activités agricoles, sociétés civiles agricoles), au contrôle des structures des exploitations agricoles et des autorisations de concessions de cultures marines, l'aménagement foncier rural, au statut du fermage, aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, à la politique d'installation des jeunes agriculteurs, à la réglementation des bois et forêts, aux aides à l'agriculture et au droit de l'environnement appliqué à l'agriculture..	
Objectifs du poste	Contribuer personnellement à : - l'amélioration de la qualité de la réglementation issue du ministère ; - la mise à disposition du Ministre, des responsables des directions d'administration centrale et des services déconcentrés du ministère, des informations et des analyses juridiques utiles à la prise de décision ; - la défense de l'État devant les juridictions nationales (Conseil constitutionnel - QPC - et administratives) et parfois européennes (CJUE et CEDH).	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Rédaction de mémoires contentieux, réponse à des consultations venant des services techniques, du cabinet du ministre ainsi que des services déconcentrés et participation à la préparation, à l'expertise et à la procédure d'adoption des textes législatifs et réglementaires (projets de lois, ordonnances, décrets, arrêtés) dans les domaines de compétence du bureau ; - Représentation du service et du ministère en réunions interservices et interministérielles Secrétariat général du Gouvernement (SGG) et Secrétariat général des affaires européennes (SGAE), au Conseil d'Etat en qualité de commissaire du Gouvernement, et devant les juridictions.	
Champ relationnel du poste	- Au sein du ministère, plus particulièrement la DGPE (notamment, la sous-direction de la performance environnementale et valorisation des territoires, la sous-direction compétitivité et la sous-direction des filières forêt-bois, cheval et bioéconomie) et la DPMA ; - Départements ministériels intervenant dans le domaine d'activité du bureau, notamment ministère chargé de l'écologie et ministère de la justice ; - Services chargés de la coordination de l'action gouvernementale (SGG, SGAE) et Conseil d'État ; - Services déconcentrés.	
Compétences liées au poste	Savoirs	Savoir-faire
	- Très bonne maîtrise du droit administratif . Connaissance des techniques contentieuses. - Des notions de droit rural, droit de l'environnement, droit civil et de droit des sociétés seraient appréciées.	- Bonne capacité à dialoguer avec les services techniques et à comprendre les contraintes techniques et administratives qu'ils rencontrent. - Goût du travail en équipe. - Qualités rédactionnelles. - Bonne capacité d'analyse et de synthèse - Disponibilité - Sens de l'initiative et autonomie. - Réactivité, anticipation et rigueur
Personnes à contacter	Monsieur Hervé GUICHON, sous-directeur du droit des produits, des politiques sectorielles et des exploitations – 01.49.55.54.08 – herve.guichon@agriculture.gouv.fr Monsieur Thibaut DURAND, chef du bureau du droit des exploitations et de l'aménagement rural – 01.49.55.44.51 - thibaut.durand@agriculture.gouv.fr	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE)
Service Gouvernance et gestion de la politique agricole commune
Sous-direction Gouvernance et pilotage
3, rue Barbet de Jouy – 75349 PARIS 07 SP

Adjoint(e) au Sous-directeur Gouvernance et pilotage

N° du poste : 62424 Catégorie : A		
Classement parcours professionnel : 3		Groupe RIFSEEP : pour Attaché d'administration : G 1 pour Administrateur civil : G 1 Cotation IPF pour IPEF : 4,5
Poste vacant		
Présentation de l'environnement professionnel	<p>La sous-direction Gouvernance et pilotage est chargée de la gouvernance et de l'appui au pilotage des politiques publiques dans le champ de compétences de la DGPE.</p> <p>Elle veille à la simplification, à l'harmonisation et à la sécurisation des procédures conçues par la direction générale, assure un rôle d'appui auprès des bureaux, notamment dans leurs relations avec les organismes payeurs d'aides européennes.</p> <p>Elle pilote et anime le réseau des services déconcentrés dans la mise en œuvre des politiques publiques portées par la direction générale. Elle assure le secrétariat du Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire.</p> <p>Elle est chargée de la programmation et de l'exécution des programmes budgétaires sous responsabilité de la direction générale. Elle coordonne la tutelle des établissements publics qui relèvent de la direction générale.</p> <p>Elle coordonne les activités relatives au contrôle des aides européennes et nationales, le suivi des audits communautaires et nationaux et de leurs recommandations, ainsi que le suivi de l'instrumentation des aides de la politique agricole commune (1er et 2e pilier).</p> <p>Elle est aussi chargée de la gestion des ressources humaines, de la formation, des moyens de fonctionnement, de la communication, de la documentation et du pilotage de la performance de la direction générale.</p>	
Objectifs du poste	<ul style="list-style-type: none"> - Suppléance du sous-directeur pour l'ensemble des fonctions dévolues à la sous-direction - Participation au pilotage et à l'animation de la mission et des trois bureaux de la sous-direction - Assurer un management attentif des 47 agents de la sous-direction - Contribution au pilotage de l'ensemble des activités de la sous-direction - Suivi de la mise en œuvre du plan innovation de la DGPE - Participation et suivi de la mise œuvre d'Action publique 2022 au sein de la DGPE 	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<ul style="list-style-type: none"> - Développement d'une offre de service globale aux agents en matière de gestion des ressources humaines et notamment, la mise en œuvre du télétravail, le suivi de la prévention des risques psycho-sociaux et l'amélioration des évolutions de carrières des agents au sein de la DGPE - Suivi de la programmation et de l'exécution du programme budgétaire 149 « compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture » et du programme budgétaire n°775 « développement et transfert en agriculture » - Mettre en œuvre et coordonner la tutelle des opérateurs - Coordonner les actions de simplification, de la performance et du contrôle interne au sein de la direction générale - Suivi des activités relatives au contrôle des aides européennes et nationales, ainsi que des audits communautaires et nationaux et de leurs recommandations 	
Champ relationnel du poste	<p>Ensemble des services de la direction</p> <p>Cabinet du ministre, Secrétariat général et autres directions du ministère</p> <p>Services déconcentrés, ASP, opérateurs qui relèvent de la direction générale</p> <p>Cour des comptes, Inspections générales, SGAE et autres départements ministériels</p> <p>Commission européenne</p>	
Compétences liées au poste	Savoirs	Savoir-faire
	Bonne connaissance des institutions dans le champ du ministère Expérience en matière de gestion des ressources humaines et de gestion budgétaire Sens élevé des relations humaines et goût du travail en équipe	Cadre confirmé Capacités de négociation Compétences managériales Qualités relationnelles
Personnes à contacter	<p>Catherine GESLAIN-LANEELLE, Directrice générale Tel : 01 49 55 45 50 – catherine.geslain-laneele@agriculture.gouv.fr</p> <p>Philippe DUCLAUD, Chef du service Gouvernance et gestion de la politique agricole commune Tél. : 01 49 55 44 67 – philippe.duclaud@agriculture.gouv.fr</p> <p>Yves AUFFRET, Sous-directeur Gouvernance et pilotage Tél. : 01 49 55 44 02 – yves.duclaud@agriculture.gouv.fr</p> <p>Monique ROUSSELOT, Cheffe de la mission Affaires générales et ressources humaines Tél. : 01 49 55 49 30 - mobilite-mag-rh.dgpe@agriculture.gouv.fr</p>	